

# STOP! ORANGE DÉMANTELÉ SALARIÉ-ES SACRIFIÉ-ES

ACTION - ACTION - ACTION - ACTION - ACTION - ACTION - ACTION - ACTION - ACTION - ACTION

Déclaration préalable SUD du CSE du mois de Mai 2023

## VIGILANCE

Mr le président, Mr Le directeur,

On ne peut pas dire que vous ayez présidé votre premier CSE dans les meilleures circonstances, un CSE Extraordinaire aussi sensible que douloureux du suicide de Christophe.

Les débats menés à la suite du rapport de la commission d'enquête ont été pénibles et déchirants.

Ce rendu d'enquête est accablant sur le rapport au travail que Christophe a vécu, et que les collègues vivent en général depuis plus d'une décennie suite à la privatisation de France TELECOM.

L'ère LOMBARD a été révélateur d'une politique de destruction sociale/économique et humaine.

Et l'ère RICHARD n'a eu le mérite que de masquer la continuité mortifère du groupe ORANGE en détruisant l'organisation du travail au profit du capital.

« LEADS THE FUTURE » ...Non...C'est « RETOUR VERS LE FUTUR » avec HEYDEMANN et on n'en veut pas ! Ça suffit cette politique de la mort du « DEGAGE 2025 ».

Alors Mr le président, la délégation SUD espère que vous ferez mieux que vos prédécesseurs sur le respect de la loi portant sur le « Devoir De Vigilance » ... Loi qui oblige aux entreprises donneuses d'ordre d'identifier les risques et prévenir les atteintes graves liés à la santé-sécurité, aux droits humains et aux libertés fondamentales, à l'environnement, résultant de ses propres activités et de celles des sociétés qu'elle contrôle directement ou indirectement...et que vous serez le « lanceur d'alerte »...comme l'a fait la délégation SUD, qui n'a eu de cesse de dénoncer la situation, et suivie par les médecins de la DOGSE et de ses confrères et consœurs au niveau national et que vous direz STOP à votre tour !

STOP au plan social économique qui supprime 669 emplois chez nos collègues de SCE de OB (ex-OBS).

STOP aux démantèlements des Services Clients (ex-UAT/SCO/AGPRO-PME), des Back Office et Front des Unités d'Interventions avec la mise en place d'une sous-traitance qui nous concurrence.

STOP au projet des arrêts d'exploitation des boutiques en faveur de la filiale GDT où nos collègues en paieront les frais...avec son lot de souffrance à venir pour des collègues qui se retrouveront encore une fois, là où ils ne veulent pas aller avec des Mutations à marche forcée, où dans de telles dispositions, il était hors de question que SUD signe cet accord minimaliste d'accompagnement d'arrêts d'exploitation des boutiques qui découle d'un choix de stratégie de l'entreprise et UNIQUEMENT de l'entreprise !

STOP aux fusions, fermetures de sites, filialisations, délocalisations et transferts d'activités à la sous-traitance car on est loin de la « VIGILANCE » qu'ORANGE souhaite afficher avec sa politique RSE, où est la virtuosité, la responsabilité lors que l'on précarise la force au travail avec toutes les conséquences que l'on connaît !

Pour rappel, la DOGSE en tant que donneur d'ordre n'a pas brillé sur son devoir de vigilance, du fait de son inefficacité et de sa non-transparence sur son obligation de protection après les accidents de travaux mortels d'électrification de deux sous-traitant dans les mêmes circonstances à un intervalle de 8 mois !

Pour SUD, faire appliquer cette loi sur le « DEVOIR DE VIGILANCE » pour que nulle part dans le monde, les travailleuses et travailleurs ne puissent perdre leur vie à la gagner, restera la priorité ! En lien avec la santé-sécurité, aux droits humains et aux libertés fondamentales, et à l'environnement.

Conscient de l'ampleur des contraintes qui se dressent devant nous, face au mutisme du groupe ORANGE à nos alertes, tout comme nous avons pu le constater lors de la dernière assemblée générale des actionnaires d'ORANGE où comme les années précédentes les forces de l'ordre ont écarté toutes protestations que défend SUD sur les suppressions d'emplois, pour SCOPELEC l'année dernière et à Orange Business cette année.

Que penser de cette nébuleuse assemblée générale, où se décident les stratégies à mettre en place pour les perspectives de croissances quand elles sont dirigées par des administrateurs qui sont là que pour se remplir les fouilles sans se soucier des remontées des salarié-es en rejetant toutes les résolutions proposées par la FCPE (fonds commun de placement d'entreprise) des salarié-es avec plus de 80% des suffrages à chaque fois... sans vouloir aborder les résolutions portant sur les rémunérations du président du conseil d'administration, de la directrice générale et des administrateurs ou mandataires... où pour qui, HEYDEMANN s'octroie une augmentation de salaire de 70% par rapport à son successeur avec un parachute doré jusqu'à 4 Millions...rien que ça !

De plus, la rétribution de dividendes à 0,70 Cts par actions et à sont augmentation annoncée à 0,72 CTS pour l'exercice 2023 et 0,75 Cts à partir de 2024 !

Mais nous, travailleuses, travailleurs devront subir des sacrifices...c'est tout bonnement honteux !

Ne nous étonnons plus de faire les unes des médias sur les pannes de notre réseau qui ont des conséquences sur la sécurité nationale quand vous démanteler de jour en jour notre outil de travail et sa force de travail au détriment de filiale et sous-traitant pour penser qu'à nourrir les actionnaires...BRAVO !

**GAGNONS ENSEMBLE  
VOTONS SUD**

